"L'appel" pour une conférence sociale lancé par les élus

Tous les représentants des institutions politiques de l'île ont annoncé la tenue d'une conférence sociale la semaine prochaine, avec les principaux acteurs économiques locaux, pour répondre à la crise sociale. Une première depuis 1982

La forme et l'esprit de l'appel d'aujourd'hui constituent une première depuis l'entrée en vigueur du statut particulier de l'île, en 1982." En débutant la conférence de presse qui s'est tenue hier soir dans une salle de l'ancien conseil départemental de Corse-du-Sud, à Ajaccio, Gilles Simeoni a mis l'accent sur l'aspect symbolique du rendez-vous. Pour la première fois depuis 36 ans, selon lui, toutes les institutions politiques de l'île, le conseil exécutif de Corse, l'Assemblée, le conseil économique, social, environnemental et culturel, à travers leurs présidents mais également la chambre des territoires et l'Assemblea di a giuventù, ont décidé de *"proposer une méthode visant à traiter rapidement et dans la concertation les problèmes majeurs qui se posent à tous les citoyens de cette île, et aux premiers chefs à celles et ceux qui se trouvent en situation de précarité et de pauvreté".*

"L'intérêt public avant l'intérêt privé"

Pour cela, les trois présidents ainsi que Jean-Christophe Angelini et Jean Biancucci, représentant l'exécutif, ont annoncé la tenue d'une conférence sociale *"dès mardi prochain et pour une durée de trois mois"*. Présentée par Gilles Simeoni comme une instance réunissant l'ensemble des acteurs institutionnels et économiques de l'île, elle est censée faire naître un dialogue d'où sortira la lumière pour les consommateurs.

Parmi les acteurs économiques, les grands secteurs qui ont une influence directe sur le pouvoir d'achat des ménages : la société Rubis énergies qui vend le carburant aux distributeurs, dont sa filiale majoritaire Vito, les transporteurs, la grande distribution mais également les compagnies maritimes. À en croire les représentants de la CDC, il ne s'agira pas d'un énième tour de table débouchant sur une demi-mesure. *"Nous ne sommes pas une partie de ces acteurs. Nous représentons l'intérêt public et celui-ci doit passer avant l'intérêt privé"*, a souligné Jean-Guy Talamoni.

Deux travaux majeurs pour cette conférence sociale : s'attaquer aux prix élevés du carburant et du panier du consommateur. Censée travailler durant trois mois, cette conférence devra faire en sorte qu'un éventuel *"surcoût illicite"* sur ces produits soit *"sanctionné"*, a affirmé Gilles Simeoni. Mais les lois capitalistes du marché étant ce qu'elles sont, que fait-on de la liberté des prix pratiqués par les entreprises privées ? *"Cette liberté est moins fondamentale que la liberté d'aller et de venir des citoyens, par exemple,* a souligné Jean-Guy Talamoni. *Aux acteurs privés de faire en sorte que l'on revienne à une situation de justice."* Car il y a urgence, comme le rappelaient les chiffres évoqués par Paul Scaglia, *"60 000 personnes sous le seuil de pauvreté en Corse et 108 000 vivant avec moins de 1 350 € par mois". "Il s'agit d'écouter la colère pour éviter à tout prix la déflagration économique et sociale à venir"*, a insisté le président de l'exécutif. En ligne de mire, le secteur privé qui concentre *"l'essentiel du marché"* comme l'a rappelé Jean-Guy Talamoni. Le président de l'Assemblée de Corse a évoqué une piste que pourrait explorer cette conférence sociale : *"Dans les Hauts-de-France, Xavier Bertrand a créé un fonds public pour une aide au déplacement pour les plus démunis. L'Assemblée de Corse n'en a pas les moyens, mais nous pourrions envisager un tel dispositif pris en charge par les privés du secteur."*

Gilles Simeoni, Jean-Guy Talamoni et Paul Scaglia ont annoncé la tenue d'une conférence sociale dès mardi prochain durant trois mois. /PHOTO P.-A. F.

"Pas une question de droit mais de justice"

L'État, à travers la saisie de la haute autorité de la concurrence, notamment dans le domaine du carburant, aura sans doute son mot à dire. *"Il faut que les Corses s'y retrouvent. Il ne s'agit pas d'une question de droit mais de justice"*, ont insisté les présidents. Les trois prochains mois diront si cette conférence sociale aura des effets concrets sur le budget des ménages. Après avoir lancé un tel appel, les élus peuvent-ils échouer ?

GHJILORMU PADOVANI